

LE CAPITAL-ACTIONS DE L'IMPERIAL OIL ET LA STANDARD OIL DU NEW JERSEY

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Le ministre vérifie-t-il les rapports de ces derniers mois, suivant lesquels la Standard Oil, du New Jersey, acquiert graduellement des actions de l'Imperial Oil du Canada, et détiendrait actuellement 68 p. 100 du capital-actions de la compagnie?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas très au courant de ces données statistiques. Je crois que, depuis des années, la Standard Oil contrôle l'Imperial Oil. Sauf erreur, ces dernières années, la majeure partie des actions de l'Imperial Oil étaient à la disposition des Canadiens.

M. Nesbitt: Le ministre vérifierait-il les rapports suivant lesquels la Standard Oil, du New Jersey, a beaucoup accru son emprise sur l'Imperial Oil, depuis deux ou trois mois?

L'hon. M. Greene: Volontiers, monsieur l'Orateur.

* * *

LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT OU D'AUTRES MEMBRES

M. G. W. Baldwin (Peace River): Je voudrais poser ma question au premier ministre. Le gouvernement a-t-il reçu la démission de M. John Carson, président de la Commission de la fonction publique, ou encore d'autres commissaires, à la suite de la maladresse qu'a montrée le gouvernement à l'occasion de la note de service relative aux francophones?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question n'est pas posée d'une façon absolument régulière. Le député voudrait peut-être l'exprimer autrement?

M. Baldwin: Je vais freiner mes sentiments et supprimer la dernière partie de la question. Le gouvernement a-t-il reçu la démission de M. John Carson, président de la Commission de la fonction publique, ou encore d'autres commissaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne l'avais pas encore reçue lorsque j'ai quitté mon bureau ce matin. Je vérifierai à mon retour. La Chambre peut être certaine que si je reçois de telles démissions, je les refuserai. Je demanderai aux intéressés de revenir sur leur décision. Ils ne devraient pas tenir compte de la maladresse de l'opposition.

* * *

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LE CHÔMAGE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au premier ministre. Le chapitre des chanoines de l'Église catholique de Cap-Breton ainsi que le

Conseil des églises de l'endroit ont exprimé leur souci à l'égard du chômage aigu qui atteint des proportions alarmantes dans la région. Compte tenu de la vive inquiétude exprimée par ces organismes au sujet de l'inactivité apparente de la Société de développement du Cap-Breton devant cette grave situation, le premier ministre ou le ministre compétent envisageraient-ils de faire une déclaration dans les meilleurs délais indiquant les plans à court et à long termes de la Société? En d'autres termes, qu'est-ce que la Devco prévoit pour l'avenir de Cap-Breton?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je prends avis de cette question.

* * *

LA CONSTITUTION

LA RUMEUR D'ACCORD OTTAWA-QUÉBEC AU SUJET DU RAPATRIEMENT ET DE LA MODIFICATION

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Ma question s'adresse au premier ministre qui en a déjà eu préavis compte tenu de son importance relativement à la prochaine réunion des ministres de la Justice. Les gouvernements fédéral et québécois sont-ils convenus d'une formule pour la récupération de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique comme le rapporte la *Gazette* de Montréal d'aujourd'hui dans un article de la presse canadienne selon lequel l'accord Québec-Ottawa a été mis au point depuis l'automne dernier?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur. Je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question mais je dois dire que l'article en question est inexact. Il est par contre vrai que le gouvernement fédéral et les provinces se sont acquittés du mandat que leur a confié la conférence de septembre et selon lequel, parallèlement à la tâche en cours d'exécution, des pourparlers bilatéraux interviennent entre le gouvernement fédéral et les différentes provinces. Depuis cette conférence de septembre nous nous sommes acquittés de notre mandat. Des réunions se sont tenues avec toutes les provinces pour tenter de déterminer comment faire progresser le débat constitutionnel. Le Québec a présenté des propositions comme d'ailleurs d'autres provinces, mais aucun accord n'est intervenu.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE BOMBARDEMENT DE L'ÎLE DE CULEBRA PAR DES FORCES CANADIENNES

M. Andrew Brewin (Greenwood): Ma question s'adresse également au premier ministre. A-t-il reçu une protestation du maire de Culebra au sujet du bombardement de cette île par les forces canadiennes et si oui, quelle a été sa réponse?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Après avoir lu la nouvelle, j'ai vérifié avec mon bureau et je